

Tendance
CLAIRE

pour le Communisme,
la Lutte Auto-organisée,
Internationaliste
et Révolutionnaire

ALLEMAGNE

1 €
2 € soutien

Révolution

&

contre-révolution



I. La révolution allemande et ses enseignements (1918-1923)

Les enseignements à tirer de la révolution allemande et de son échec sont nombreux et riches de sens pour les militants révolutionnaires aujourd'hui. Ils concernent au premier chef les modalités de la trahison sociale-démocrate, aujourd'hui arrivée à son point de parachèvement. Ils portent aussi, fondamentalement, sur la question du pouvoir, et les stratégies adoptées pour le conquérir. Enfin, ils indiquent la nécessité vitale de l'organisation, sous la forme de la construction d'un parti prolétarien indépendant.

L'Allemagne et le parti social-démocrate au début du siècle

À la fin du XIXe siècle et au début du siècle suivant, l'Allemagne réunit toutes les caractéristiques d'une société prête au socialisme : sa population compte une majorité écrasante d'ouvriers ; cette population ouvrière se trouve regroupée dans de grandes villes et centres industriels ; l'économie elle-même est très concentrée sous la forme de grandes entreprises, trusts ou cartels. Le parti social-démocrate est une organisation extrêmement puissante, sorte d'État dans l'État, disposant de journaux, revues, associations diverses. Mais, par sa composition sociale, ce parti montre certaines faiblesses, qui seront sans doute décisives par la suite : 10% des adhérents sont des travailleurs non-salariés, éléments petits-bourgeois auxquels le parti ne manque pas de faire des concessions pour des raisons électorales, et une grande majorité des adhérents est issue de l'aristocratie ouvrière, dans laquelle le dirigeant Panköck voit alors une couche privilégiée, source principale d'un certain opportunisme dans le parti. En outre, le Reich souffre d'un archaïsme politique par rapport à ses voisins, à commencer par la France, en République depuis plusieurs décennies.



Bismarck et ses successeurs s'appuient sur cet archaïsme pour concéder des droits sociaux face à la pression du mouvement ouvrier. La bourgeoisie allemande, notamment dans les organisations religieuses, tente d'agiter le sentiment nationaliste parmi les masses, pour faire obstacle à la lutte de classes. Cette volonté de réconcilier le prolétariat avec le Reich, s'appuyant sur une idéologie chauvine, trouve son apogée lorsqu'éclate la Première Guerre mondiale.

1914 : trahison du SPD, résistance de Karl Liebknecht

La guerre impérialiste déclenchée en 1914 voit les dirigeants sociaux-démocrates désemparés, surpris dans leur routine, incapables d'organiser une mobilisation, et craignant l'entrée dans la clandestinité. Par peur de la répression, tous se rallient à l'Union sacrée, comme en France. La pression des couches privilégiées dans le parti se fait alors grandement sentir¹. Les travailleurs qui

¹ Karl Liebknecht note à ce sujet : « L'opportunisme a été engendré pendant des dizaines d'années par les particularités de l'époque de développement du capitalisme où l'existence relativement pacifique et aisée d'une couche d'ouvriers privilégiés les "embourgeoisait", leur donnait des bribes de bénéfice du capital, leur épargnait la détresse, les souffrances et les détournait des tendances révolutionnaires de la masse vouée à la ruine et à la misère ».

tenteraient de s'opposer à la boucherie impérialiste sont isolés ; bien loin d'être soutenus par leurs dirigeants, ils sont réprimés dans leur propre parti. Karl Liebknecht vote seul contre les crédits de guerre au *Bundestag*, le Parlement allemand, le 3 décembre 1914. Mobilisé et envoyé sur le front, il y organise la résistance, par la diffusion massive de tracts, proclamant l'union des travailleurs contre leurs gouvernements impérialistes, avec ce mot d'ordre : « L'ennemi principal est dans notre propre pays. »



1917-1918 : le prolétariat relève la tête, le SPD entre au gouvernement bourgeois

Mais la lutte des travailleurs contre la guerre s'organise, et un véritable mouvement révolutionnaire émerge à partir d'avril 1917, notamment chez les marins qui se livrent à un héroïque combat, violemment réprimé. Les opposants de gauche du parti socialiste, exclus du parti en 1917 pour leur combat révolutionnaire (Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg, Karl Radek entre autres) diffusent par avions des milliers de tracts reproduisant l'appel à la paix du gouvernement soviétique : la Révolution russe représente un immense espoir pour les travailleurs allemands. De grandes grèves ont lieu dans tout le pays entre avril 1917 et janvier 1918, mais l'un des principaux dirigeants sociaux-démocrates, Ebert, proclame que le

devoir des travailleurs allemands est de combattre sur le front contre les Français et condamner les grèves. Pour contenir le mouvement révolutionnaire, la bourgeoisie fait d'ailleurs appel à des sociaux-démocrates, dont Ebert, pour constituer un gouvernement de coalition : la trahison du parti social-démocrate, commencée en 1914 avec l'Union sacrée dans la guerre impérialiste, des millions de travailleurs étant ainsi envoyés à la tuerie pour la défense des intérêts de la bourgeoisie, trouve là un premier apogée. Dès lors, cette trahison se reproduira d'étape en étape dans l'histoire de la Révolution allemande. Lénine en a déjà conclu que les militants ouvriers révolutionnaires doivent rompre avec le SPD traître, et constituer un nouveau parti communiste révolutionnaire. Non sans hésitations, Rosa Luxemburg et ses camarades constituent le groupe Spartakus, mais restent au sein de l'USPD, le parti socialiste unifié, né d'une scission de gauche du SPD, mais dirigé par les centristes et les social-pacifistes.



Novembre 1918 : révolution et trahisons du SPD

En 1918, la révolution allemande a commencé. Elle prend la forme de conseils d'ouvriers et de soldats, sur le modèle des soviets en Russie, organisés par entreprises ou par quartiers. À Berlin, le 9 novembre 1918, les drapeaux rouges couvrent la ville, et Karl Liebknecht proclame la « République socialiste allemande ».



Mais la bourgeoisie allemande et les sociaux-démocrates tentent de lutter contre la démocratie des conseils qui se met ainsi en place, en brandissant le mot d'ordre d'Assemblée constituante, élue au suffrage universel. Ce mot d'ordre est, en la circonstance, sciemment contre-révolutionnaire : sous prétexte de « défendre la démocratie », c'est-à-dire la démocratie bourgeoise, qui s'exprimerait par les urnes, il vise à mettre bas le pouvoir des conseils ouvriers, dont les membres sont élus à tous les niveaux, mandatés et révocables.

Ainsi, la bourgeoisie allemande, plus vigoureuse qu'en Russie, et qui dispose d'une armée puissante, sait qu'elle peut compter sur les sociaux-démocrates et sur les appareils des syndicats pour parvenir à ses fins. Comme dans toute situation révolutionnaire, les classes dirigeantes sont contraintes d'octroyer des concessions sociales pour ne pas perdre leur pouvoir, pour ne pas être emportées par la vague révolutionnaire : le patronat allemand signe donc un accord avec les responsables syndicaux, instaurant notamment la journée de huit heures.

Début 1919 : création tardive du parti communiste, participation du SPD à la répression dans le sang de la révolution

Les militants ouvriers, dans ces circonstances révolutionnaires, décident enfin, au début de l'année 1919, de fonder le KPD, le parti communiste allemand, conscients de la nécessité de créer un nouveau parti révolutionnaire. Sans doute auront-ils trop tardé à le faire, Rosa Luxemburg ayant longuement hésité à quitter son parti

d'origine : pour elle, dans ce parti, il y avait les masses, il devait donc être possible de le *redresser de l'intérieur*, en luttant contre son appareil traître. Cependant, R. Luxemburg et ses camarades sont bien évidemment de toutes les luttes, pour le pouvoir aux conseils, contre les manœuvres de la social-démocratie. Ils décident d'occuper le siège du journal tenu par le SPD, le *Vorwärts*. À la suite de cette action, R. Luxemburg et K. Liebknecht sont arrêtés par les militaires, les corps francs, et abattus ; leurs corps sont jetés dans la rivière berlinoise, la Spree.



Nous sommes en janvier 1919. Deux mois plus tard, le gouvernement du « socialiste » Noske lance les corps francs sur Berlin, qui écrasent la révolution allemande et les conseils ouvriers. La première phase de la révolution s'achève, dans l'échec et le sang. Cette première partie de la révolution, un temps victorieuse, a montré la nécessité, pour que le prolétariat prenne le pouvoir, qu'il s'organise en *conseils*, centres de la démocratie ouvrière, contre la prétendue « démocratie » réclamée par la bourgeoisie, les dirigeants traîtres du SPD et les centristes. Elle montre aussi, dans ses revers, le manque cruel d'une organisation révolutionnaire indépendante qui ne soit pas trop tardivement constituée, la nécessité d'un parti puissant à même d'aider le prolétariat à prendre conscience de ses propres forces révolutionnaires, à rompre avec les dirigeants traîtres sociaux-démocrates et à exiger : « Tout le pouvoir aux soviets ». Ce sont là autant d'enseignements à méditer aujourd'hui pour la construction du parti communiste révolutionnaire internationaliste et pour l'aide à l'élaboration des revendications du

prolétariat, qui ne doit jamais compter que sur sa propre organisation indépendante.

L'écrasement du putsch de Kapp par la mobilisation ouvrière

Celle-ci est à nouveau éclatante en mars 1920, lors du putsch de Kapp, représentant des grands propriétaires fonciers, les Junkers.

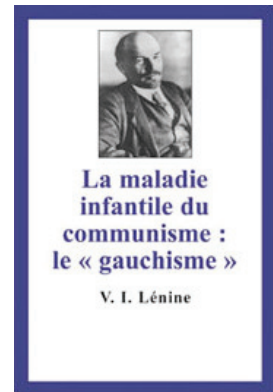


Le premier réflexe du gouvernement fédéral de Berlin, dirigé par le social-démocrate Noske, est de prendre la fuite. En revanche, face à la lâcheté de ce gouvernement bourgeois incapable de défendre sa propre République encore toute jeune, les masses ouvrières organisent leur propre résistance, dans un mouvement de masse contre les putschistes, grâce notamment à la mise en place de milices ouvrières armées. Cette mobilisation ouvrière, fondée sur la *grève générale*, écrase le putsch en quelques jours. C'est un discrédit complet pour la direction sociale-démocrate. Le mouvement a montré l'importance d'un *front commun* de militants de différentes organisations ouvrières. L'action s'achève par une négociation entre le gouvernement social-démocrate et les directions syndicales pour la reprise du travail, sous diverses conditions, parmi lesquelles le départ de Noske, l'épuration des administrations et des entreprises de tous les contre-révolutionnaires, l'application des lois sociales en vigueur. Le gouvernement, s'appuyant sur l'armée, parvient à établir le retour « à l'ordre », bien que des assemblées ouvrières, dans les usines, aient pris position contre les décisions des centrales syndicales. L'événement démontre la force d'une action politique organisée, sous la forme de **comités**

d'action, formés par les partis et les syndicats ouvriers, comités qui représentent alors un véritable pouvoir démocratique-révolutionnaire, et posent donc concrètement la question de la prise du pouvoir. Mais l'attentisme et la passivité de la direction du jeune parti communiste lors de cette mobilisation donnent lieu à une scission « gauchiste » et la constitution du K.A.P.D., le parti communiste allemand des travailleurs.

Le « gauchisme »

Un courant « gauchiste » traverse en effet l'Europe à cette époque, incarné notamment par Panekoeck (Hollande), Bela Kun (Hongrie), Bordiga (Italie). Ces « communistes de gauche » ou « gauchistes » opposent abstraitement les masses ouvrières à leurs chefs, contestent la nécessité de construire un parti ouvrier de masse, qui conduirait selon eux de toute éternité à une attitude opportuniste, et appellent à sortir des syndicats réformistes et à lutter pour la construction de « syndicats révolutionnaires » minoritaires. Au contraire, le deuxième Congrès de l'Internationale communiste, dans la définition des « vingt-et-une conditions » d'adhésion à l'I.C., insiste sur la nécessité de réaliser un travail actif dans les syndicats, et d'utiliser les parlements bourgeois comme tribunes. Lénine appelle les communistes allemands à être présents partout où se trouve la classe ouvrière : « *Il faut, écrit-il, faire en sorte que le parti prenne part aussi aux parlements bourgeois, aux syndicats réactionnaires, aux conseils d'usine, mutilés, châtrés par les Scheidemann [dirigeant social-démocrate], partout où il y a des ouvriers, influencer sur la masse ouvrière* ». Pour Lénine, qui rédige alors *La maladie infantile du communisme : le « gauchisme »*, il s'agit de lutter, au sein même des syndicats, qui organisent la masse des travailleurs conscients, contre les dirigeants opportunistes et traîtres, au lieu de baisser les bras et d'abandonner les organisations ouvrières à l'emprise de leurs dirigeants réformistes.



L'action de mars 1921

En raison de la lâcheté des dirigeants du parti social-démocrate face au putsch de Kapp, le KPD est sorti renforcé de l'aventure. Toute une aile gauche du parti social-démocrate indépendant (USPD, centriste) le rejoint. En 1920, Le parti compte des centaines de milliers d'adhérents, des écoles, une trentaine de journaux. Ses membres sont dans leur écrasante majorité (à 90 %) des ouvriers, souvent jeunes, actifs et dévoués à la cause du prolétariat. Les dirigeants du parti sont élus, mandatés et révocables, les permanents ne sont jamais en majorité dans les instances de l'exécutif.

Cependant, les dirigeants du KPD, (à l'exception de Paul Levi qui condamnera, de sa prison, cette stratégie), tentent de déployer une tactique offensive, volontariste, pour faire surgir la vague révolutionnaire dont ils croient voir les prodromes dans la résistance spontanée des ouvriers au putsch de Kapp. L'initiative vient entre autres du crypto-gauchiste Bela Kun, président de l'exécutif de l'Internationale en mission en Allemagne. C'est « l'action de mars » 1921. Il s'agit de se porter à tout prix à l'assaut du pouvoir, par tous les moyens, y compris en essayant de *décréter* la grève générale. Les erreurs les plus graves sont alors commises dans le déploiement de cette stratégie offensive qui se coupe peu à peu des masses. L'énorme majorité des travailleurs non communistes, qui ne suivent pas les mouvements de grève ainsi provoqués, sont qualifiés de « jaunes » par les dirigeants du parti. Le parti communiste perd alors 200 000 membres en quelques semaines. La répression

s'abat. Des dizaines de milliers de grévistes sont licenciés et placés sur les listes noires du patronat, ou encore condamnés à de lourdes peines de prison. Ce cuisant échec montre que les actions révolutionnaires ne peuvent être menées par le parti sans la conquête patiente et opiniâtre des masses, qu'elles ne peuvent être portées par le prolétariat, aidé et organisé par et dans le parti. Lénine avait écrit, dans *Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ?*, que l'insurrection avait besoin : 1) du développement de la révolution à l'échelle nationale ; 2) d'une faillite morale et politique complète de l'ancien gouvernement ; 3) de grandes hésitations dans le camp des éléments intermédiaires. Or, manifestement, ces conditions n'étaient pas réunies en mars 1921 en Allemagne, et les communistes allemands apprennent alors, à leurs dépens, que le volontarisme coupé des masses ne peut l'impuissance, et que leur responsabilité est d'abord de se construire comme parti partiellement, opiniâtrement, au sein du prolétariat tel qu'il est dans telle ou telle situation, et non tel qu'on voudrait qu'il soit...

Gouvernement ouvrier et mots d'ordre de transition

L'échec de l'action de mars confirme et accélère le reflux général de la vague révolutionnaire de l'après-guerre en Europe. À partir de 1921-1922, sous l'impulsion de l'I.C., pour conquérir les masses, dont la majorité est restée sous l'influence social-démocrate, notamment en Allemagne, les militants révolutionnaires réfléchissent pour la première fois au problème d'un **programme de transition** (adapté à des conditions non révolutionnaires) et au mot d'ordre de **gouvernement ouvrier**. Celui-ci diffère de la dictature du prolétariat (gouvernement des conseils), il n'est qu'une étape vers la dictature du prolétariat ; il désigne la coalition gouvernementale de partis ouvriers, incluant les partis-ouvriers dirigées par l'appareils social-démocrate, mais sans participation de ministres issus des partis bourgeois. « *Il serait faux de dire*, remarque avec humour le dirigeant communiste Karl Radek, *que*

l'évolution de l'homme, du singe au commissaire du peuple, doit passer par la phase de ministre du gouvernement ouvrier. Mais cette variante est possible ». Le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier » détermine la **stratégie du front unique**, c'est-à-dire de l'alliance, sur des bases claires et un programme précis, des organisations ouvrières. Il s'accompagne de **revendications transitoires** : participation majoritaire de l'État contrôlé par les organisations ouvrières à toutes les entreprises ; contrôle ouvrier sur l'industrie par la mise en place de comités d'usine ; levée du secret des banques, du secret de fabrication, du secret commercial ; monopole de l'État sur le commerce extérieur, le ravitaillement et le secteur bancaire... Une nouvelle période s'ouvre dès lors dans la stratégie des partis communistes révolutionnaires.

L'occupation de la Ruhr et la crise économique

Au début de l'année 1923, les troupes françaises, sur ordre de Poincaré, viennent occuper la région de la Ruhr, bassin industriel essentiel à l'économie allemande, sous prétexte de faire payer à l'Allemagne les « réparations » de guerre.



Aussitôt, le parti communiste allemand appelle les travailleurs à lutter sur deux fronts : contre l'impérialisme français, mais aussi contre leur propre bourgeoisie, qui les abuse en essayant de détourner leur lutte ; il s'agit d'arracher la classe ouvrière allemande au nationalisme que le gouvernement tente de lui instiller pour mieux lui faire oublier ses intérêts de classe. On se souvient que, déjà, dans les années qui précédèrent la Première Guerre mondiale, la bourgeoisie allemande avait à toutes forces cherché à

allumer une flamme nationaliste et chauvine chez les ouvriers allemands, afin de leur faire croire que leur espoir et leur salut se trouvaient dans le Reich et non dans leur lutte de classe internationaliste. En 1923, les ouvriers ont conscience que ce ne serait pas leur propre cause qu'ils défendraient en se déclarant solidaires de leurs patrons. La misère et le chômage règnent, l'inflation s'accroît dans des proportions gigantesques, et elle devient terrible avec l'occupation.



En mai 1923 éclate une grève sauvage, spontanée, à l'occasion d'une nouvelle et brusque flambée des prix. La bourgeoisie allemande montre alors clairement sa duplicité, en s'adressant au gouvernement français pour que ses troupes d'occupation l'aident à réprimer la grève, un haut fonctionnaire allemand rappelant par exemple à un général français que, « *lors du soulèvement de la Commune de Paris, le commandement allemand alla de son mieux au devant des besoins des autorités françaises agissant en vue de la répression* ». Le cynisme ainsi affiché montre de manière éclatante l'alliance de classe des bourgeoisies nationales, par-delà les concurrences interimpérialistes, dès que leurs intérêts sont menacés par la mobilisation de la classe ouvrière de leur propre pays.

Au cours de l'année 1923, la crise sociale ne cesse de s'aggraver : la spéculation, la corruption à tous les niveaux triomphent, et l'on assiste à la dissolution de tous les garde-fous sociaux. La faillite du système s'étale au grand jour. La pauvreté, le chômage frappent de plein fouet la petite bourgeoisie et les travailleurs allemands. La classe ouvrière ne tarde pas à réagir à cette situation extrême. De nouveau, un mouvement de conseils ouvriers se développe, très rapidement, tout au long de l'année 1923, s'organisant par industrie et par ville, puis par districts

et par régions. Des centaines prolétaires sont mises sur pied pour l'autodéfense de la classe ouvrière. La situation est bel et bien pré-révolutionnaire.

Grèves massives et nouvelle trahison de la social-démocratie

En août 1923, un important mouvement de grèves spontanées a lieu dans de nombreuses usines du pays. La question brûlante est alors de savoir si les directions syndicales vont soutenir et appuyer ces grèves, qui ouvrent la perspective d'un renversement du gouvernement bourgeois de Cuno, et la prise du pouvoir par un gouvernement ouvrier. Mais les dirigeants sociaux-démocrates, pour beaucoup, craignent la grève, qui représente à leurs yeux le désordre et l'anarchie. Une fois de plus, la social-démocratie rejette l'alliance avec les communistes et met fin aux grèves, en passant un accord avec la bourgeoisie pour des réformes ponctuelles (mesures fiscales contre les grandes sociétés et renforcement de la surveillance des groupes d'extrême droite). Le parti communiste, qui soutient les grèves et s'est fait, depuis 1921, le champion de la lutte pour le front unique ouvrier, pour un gouvernement ouvrier de rupture avec la bourgeoisie, est le seul parti à se renforcer malgré la terrible crise qui touche toute la population.

La préparation de l'insurrection

Les dirigeants soviétiques estiment que l'insurrection est à l'ordre du jour. Dans un enthousiasme qui gagne la masse de la population soviétique, ils préparent activement la prochaine étape de la révolution socialiste, la révolution allemande, qui doit briser l'isolement de l'U.R.S.S. On le sait, Lénine n'a cessé de répéter que la révolution devait absolument s'étendre au-delà de la Russie, le socialisme ne pouvant être réalisé dans un seul pays, d'autant que l'U.R.S.S., arriérée économiquement, ne pouvait relever à elle seule ce défi — principes marxistes

et internationalistes qui seront bafoués et piétinés par Staline. Pour Lénine, Trotsky et tous les communistes de l'époque, l'Allemagne, étant donné la puissance et l'organisation de sa classe ouvrière, est le maillon principal à partir duquel le socialisme pourra s'étendre en Europe et au-delà. L'internationalisme n'est pas un principe abstrait. La population et le gouvernement soviétiques accumulent des réserves d'or et de céréales à l'intention des travailleurs allemands, des stocks d'armes sont préparés, et des cadres communistes russes sont envoyés en Allemagne. Les travailleurs soviétiques sont pleinement mobilisés dans la préparation de l'insurrection. Côté allemand, le parti communiste entier est sur le pied de guerre, chacun de ses membres s'entraîne militairement ; on fabrique clandestinement armes et munitions ; un plan stratégique précis est arrêté pour la prise du pouvoir. Conformément à la tactique du front unique ouvrier, les communistes constituent avec les sociaux-démocrates un gouvernement « de défense républicaine et prolétarienne » dans les Länder de Saxe et de Thuringe. Tout semble être prêt pour une puissante insurrection.

La révolution trahie par la social-démocratie

Mais une fois de plus, les sociaux-démocrates vont dresser un obstacle décisif contre la révolution ouvrière allemande. Tout se joue alors à Chemnitz, en novembre, lors de la conférence des conseils d'usine. Brandler, un ancien ouvrier maçon qui dirige alors le parti communiste, lance la proposition de grève générale.



Mais les sociaux-démocrates, y compris les sociaux-démocrates de gauche, sur lesquels les communistes comptaient pour mettre en minorité les sociaux-démocrates de droite, refusent d'appeler à la grève. Après s'en être ainsi remis à des sociaux-démocrates contestataires, mais incapables de rompre réellement avec la social-trahison, Brandler, décontenancé, retire sa motion, et en propose une autre, dilatoire : la création d'une commission paritaire qui réfléchira au problème de la grève générale.

C'est reporter la révolution aux calendes grecques ! Tout le plan communiste d'insurrection est brutalement bloqué. C'est la retraite sans combat, sauf à Hambourg, où les communistes, ignorant l'échec de Chemnitz, lancent l'insurrection, réprimée dans le sang (on compte vingt-et-une victimes parmi les insurgés). Le général Von Seeckt, en vertu de l'état de siège, interdit toute grève à Berlin. Les troupes de la Reichswehr entrent en Saxe et expulsent les dirigeants communistes du gouvernement du Land.

Analyse d'un échec

Certes, la capitulation de Brandler (qui sera remplacé à la tête du parti par Remmele et Thaelmann, lequel deviendra par la suite l'exécutant fidèle des directives de Staline) devant les sociaux-démocrates, est une erreur politique. Mais il serait simpliste d'accabler, comme l'ont fait entre autres Zinoviev, Kamenev et Staline, un seul homme pour lui faire porter le poids de cet échec et ainsi mieux se dédouaner de leurs propres défaillances. La responsabilité fut celle de la direction du K.P.D. et surtout de l'Internationale. Les dirigeants communistes se sont en effet souvent montrés hésitants, peu aptes à apprécier avec précision les changements rapides de la situation objective au cours de ces mois décisifs de 1923. Ainsi la grève spontanée contre le gouvernement Cuno en août 1923 avait-elle pris de cours Zinoviev et les dirigeants de l'I.C., qui se mirent alors brutalement, fiévreusement, à organiser l'insurrection, alors que

celle-ci aurait dû être préparée longuement, patiemment, méthodiquement, dans la lutte de classe quotidienne d'une année 1923 particulièrement riche en combats de classe du prolétariat. Au moment de la conférence de Chemnitz, l'armement que possédait le parti communiste à lui seul était trop faible pour une insurrection à l'échelle nationale. Pour que réussisse le mouvement révolutionnaire, les communistes avaient un besoin vital de l'alliance et des forces des sociaux-démocrates de gauche : ceux-ci ont préféré rester dans le camp du capitalisme, en refusant de l'affronter à un moment pourtant crucial de l'histoire de la classe ouvrière allemande, mobilisée et prête au combat. Ce repli contre-révolutionnaire n'était que l'aboutissement d'une longue série de trahisons de la social-démocratie, qui à plusieurs reprises avait fait alliance avec la bourgeoisie, y compris en entrant dans des gouver-

nements bourgeois et en les dirigeant, pour réduire le mouvement révolutionnaire, jusqu'à se rendre complice de l'assassinat de nombreux militants, dont Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht en janvier 1919.

Plus généralement, cet échec de la révolution allemande pose le problème de l'organisation même du parti : les spartakistes s'étaient longtemps opposés à une conception bolchevique d'un parti fondé sur le centralisme démocratique (liberté totale dans la discussion, unité et discipline dans l'action). Un certain fatalisme, la croyance spontanéiste selon laquelle la révolution aurait lieu quelle que soit la politique du parti, des hésitations dans les moments décisifs ont empêché les dirigeants d'avoir une estimation juste de la situation. Le K.P.D. était doté de cadres dévoués, désintéressés et courageux, mais peu capables d'analyser la situation par eux-mêmes, s'en re-

mettant souvent aux dirigeants de l'Internationale, à cette époque Zinoviev et Kamenev. Cet état d'esprit faisait dire à Karl Radek que le K.P.D. était un excellent parti ouvrier mais pas un parti communiste. Ses dirigeants, en effet, se montraient incapables de s'orienter clairement dans une situation concrète et, comme Lénine aimait à le dire, d'« *entendre le blé pousser* ».

Après l'« octobre allemand », le K.P.D. est interdit, de nombreux militants sont arrêtés, et la reconstruction sera rude. Désormais, la politique du parti communiste allemand s'alignera sur celle de Moscou et de Staline. Et n'empêchera pas l'arrivée d'Hitler au pouvoir.

Source : Pierre Broué : Révolution en Allemagne, Paris, Éd. de Minuit, 1973.

II. Comment vaincre le fascisme ? Analyse et propositions de Léon Trotsky pour l'Allemagne au début des années 1930

La bourgeoisie recourt au fascisme lorsqu'elle en a un besoin impérieux pour briser une lutte de classe puissante des travailleurs et pour maintenir à tout prix son hégémonie de classe. Dès lors, s'en remettre à un quelconque parti bourgeois pour vaincre le péril est une aberration pure et simple pour les organisations de la classe ouvrière. Le combat opiniâtre des travailleurs, avec la force et les moyens qui sont les leurs, est seul à même de triompher d'un tel danger, lorsqu'il existe.

La question se posait de façon brûlante pour les organisations ouvrières au début des années 1930. Trotsky analysa avec la plus grande attention la montée en puissance du NSDAP, le parti nazi, en Allemagne, et formula des propositions très précises pour le combat de la classe ouvrière dans cette situation².

Visionnaire, car s'appuyant sur les faits analysés avec soin d'un point de vue marxiste, il écrivait dès 1930, que la victoire du nazisme serait une catastrophe porteuse de bien plus d'ignominies que le fascisme italien, installé au pouvoir depuis 1922, n'avait pu et ne pouvait en commettre. C'est ainsi qu'il écrit : « Comme les contradictions et les antagonismes ont atteint en Allemagne un degré extrême de gravité, le travail infernal du fascisme italien apparaîtra comme une expérience bien pâle et presque humanitaire en comparaison des crimes dont le national-socialisme allemand sera capable. » C'est à partir des analyses et propositions de Trotsky qu'on s'attellera ici à l'analyse du phénomène fasciste et aux perspectives dont dispose la classe ouvrière pour le combattre et l'abattre.

Qu'est-ce que le fascisme ?

D'un point de vue descriptif et selon la définition courante, un régime fasciste se caractérise par le totalitarisme ou soumission absolue de l'individu au pouvoir d'État. Pour ce faire, le fascisme s'appuie sur un parti de masse, hiérarchisé, militarisé, placé sous l'autorité d'un chef charismatique. Mais il ne se réduit pas, loin de là, à ces traits particuliers. Il a en fait pour vocation d'anéantir toute résistance de la part de la classe ouvrière, donc d'interdire ses organisations politiques et syndicales, ainsi que toute forme de lutte de classe et de tout combat démocratique ; il aboutit à la destruction des conquêtes démocratiques et ouvrières. Dans son programme, le parti nazi (NSDAP) proclamait ainsi sa détermination à établir une « communauté du peuple (*Volksgemeinschaft*) » où tout conflit social serait banni.

² Léon Trotsky, *Comment vaincre le fascisme. Écrits sur l'Allemagne 1930-1933*, [trad. fr.] Paris, Éditions de la Passion, 1993.



Historiquement, le fascisme ne peut surgir que dans des conditions où la bourgeoisie n'a plus d'autre solution que celle-là pour s'opposer à la classe ouvrière et pour préserver sa domination de classe. Dans un contexte de crise sociale et économique aiguë, la démocratie parlementaire bourgeoise ne suffit plus à désamorcer les tensions sociales. Pour préserver ses intérêts de classe, la bourgeoisie n'a plus pour instrument qu'une centralisation extrême du pouvoir exécutif. Mais même la mise en place d'un État dictatorial et policier peut se révéler insuffisante : face à un prolétariat fort et puissamment organisé, comme c'était le cas du prolétariat allemand jusqu'au début des années 1930, il faut un mouvement massif qui puisse influencer idéologiquement la partie la moins consciente des ouvriers et surtout la petite bourgeoisie.

Le rôle et le positionnement politiques de cette dernière sont en effet essentiels, même si, comme on va le voir, ils découlent en dernière analyse du prolétariat et de sa lutte de classe. Le fascisme s'adresse prioritairement aux classes sociales frappées de plein fouet par la crise : la petite bourgeoisie avant tout — petit peuple des artisans et des commerçants des villes, petite et moyenne paysannerie —, auxquels viennent s'ajouter les fonctionnaires et employés, qui figurent eux aussi parmi les principales victimes de la crise et peuvent voir leur salut dans le renforcement de l'État que le fascisme promeut, comme employeur et protecteur. Or le fascisme a un besoin impérieux de ces catégories sociales, qu'il enrôle, militarise et endoctrine, pour s'en servir comme d'une force destinée à écraser le prolétariat et ses organisations. Pour ce faire, il déploie un programme populiste et plébéien susceptible de les gagner à sa cause,

tout en étant financé par le grand capital.

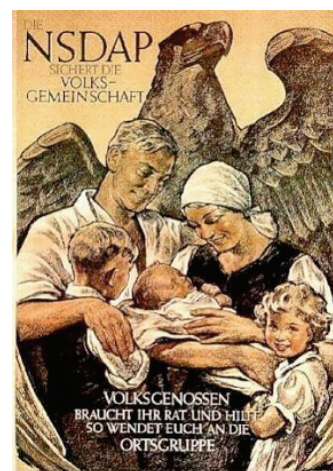
Dès lors, pour les partis de la classe ouvrière, il est indispensable de s'adresser aux classes moyennes pour qu'au contraire elles rejoignent les rangs du prolétariat. Car par sa situation intermédiaire, la petite bourgeoisie oscille en permanence entre les deux classes principales de la société capitaliste, le prolétariat et la grande bourgeoisie. Celle qui parvient à la gagner remporte une bataille essentielle dans cette lutte à mort : pour conforter sa domination, la grande bourgeoisie a besoin de se concilier la petite bourgeoisie ; pour mener sa révolution victorieuse, le prolétariat doit savoir l'entraîner dans sa lutte et, pour ce faire, avant tout se rassembler et s'organiser comme classe.

La situation en Allemagne au début des années 1930

Par sa structure sociale et économique, l'Allemagne du début du XX^e siècle réunit les conditions objectives et subjectives d'un passage possible au socialisme³. La classe ouvrière y est nombreuse et rassemblée dans de grandes villes et régions industrielles. L'économie est elle-même très concentrée, grâce aux cartels et autres *Konzern* permettant un regroupement et une rationalisation de la production dans de vastes chaînes maîtrisant l'ensemble des maillons productifs, d'amont en aval, en particulier dans les grands trusts chimiques (IG Farben), sidérurgiques (Krupp, Thyssen, Hoesch) et dans le secteur de l'électricité (AEG, Siemens). L'Allemagne est alors la deuxième puissance industrielle mondiale.

La conscience et l'organisation de classe chez les ouvriers sont fortes : le parti social-démocrate allemand (SPD) est une organisation remarquable par sa structuration ; il dispose d'associations diverses (organisations de femmes socialistes, mouvements de jeunes, mouvements de plein air), d'universités populaires,

de bibliothèques et de sociétés de lecture, de maisons d'édition, de journaux, de revues... Cependant, la bourgeoisie, au moyen de son État, tente de détourner les ouvriers de leur conscience de classe internationaliste par une politique systématique de « réconciliation » du prolétariat avec le Reich : développement du christianisme social, « politique sociale » de Bismarck puis de Guillaume II, déploiement d'une idéologie nationaliste et chauvine visant à attacher les travailleurs à une culture du « peuple élu », par l'éducation officielle, la presse bourgeoise et la propagande d'État.



Cette pression systématique en faveur d'un nationalisme exacerbé favorise la trahison de la social-démocratie allemande, avérée lors du déclenchement de la guerre interimpérialiste en 1914. Les fractions des organisations prolétariennes constituées par les couches privilégiées du prolétariat, aristocratie ouvrière et membres permanents des partis et des syndicats, sont les vecteurs sociaux de cette capitulation⁴. Karl Liebknecht

⁴ P. Broué écrit : « Vers 1907, on peut estimer à 9,8% du total des adhérents les non-salariés définis comme "travailleurs indépendants" (tenanciers d'auberge ou de taverne, coiffeurs, artisans, commerçants, petits industriels). Le poids de ces éléments petits-bourgeois est d'autant plus important que c'est dans leur direction que le parti oriente son effort électoral en adaptant son langage à celui de cette clientèle à gagner. 14% seulement des adhérents figurent dans les statistiques avec l'étiquette de "travailleurs". Le cœur des adhérents du parti est donc constitué de travailleurs qualifiés, ouvriers privilégiés, dans lesquels Zinoviev désigne "l'aristocratie ouvrière". » (Révolution en Allemagne, op. cit., p. 33.)

³ Sur ces points, voir Pierre Broué, *Révolution en Allemagne*, Paris, Éditions de Minuit, 1971.

écrit alors : « L'opportunisme a été engendré pendant des dizaines d'années par les particularités de l'époque de développement du capitalisme où l'existence relativement pacifique et aisée d'une couche d'ouvriers privilégiés les "embourgeoisait", leur donnait des bribes de bénéfice du capital, leur épargnait la détresse, les souffrances et les détournait des tendances révolutionnaires de la masse vouée à la ruine et à la misère. »



Pour les communistes révolutionnaires internationalistes, l'ennemi à combattre est leur propre bourgeoisie et leur propre gouvernement. Mobilisé, Liebknecht diffuse un tract rappelant aux soldats-ouvriers que « l'ennemi principal est dans notre propre pays ». À partir d'avril 1917, de puissantes grèves se succèdent qui remettent profondément en cause la politique d'union sacrée à laquelle participe de plain-pied la direction de la social-démocratie. L'un des principaux dirigeants du parti social-démocrate, Fritz Ebert, répète, pour mettre fin à ces grèves : « C'est le devoir des travailleurs de soutenir leurs frères et leurs pères du front et de leur forger de meilleures armes comme le font les travailleurs anglais et français. (...) La victoire est le vœu le plus cher des Allemands. »

Une révolution prolétarienne éclate en novembre 1918 et se répand dans tout le pays. Alors que Liebknecht fait proclamer par acclamations la « république socialiste allemande », les dirigeants sociaux-démocrates s'accrochent de toute leur force à la démocratie parlementaire bourgeoise contre les conseils, affirment leur hostilité à toute « dictature de classe » et appellent à la participation des partis bourgeois au gouvernement. Au moment où des

conseils sont constitués dans la plupart des grandes villes par les ouvriers et les soldats, des dirigeants sociaux-démocrates entrent dans le gouvernement de la République bourgeoise, proclamée sur les ruines du Reich : Ebert, « socialiste » qui se veut « modéré », dirige même ce gouvernement concurrent des conseils élus par les travailleurs. Pour promouvoir l'Assemblée constituante bourgeoise, la social-démocratie constitue le pivot d'une coalition qui rassemble toutes les forces politiques représentant les intérêts des classes possédantes. C'est le gouvernement d'Ebert qui liquide les conseils ouvriers, laisse assassiner, le 15 janvier 1919, les dirigeants communistes Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, et mène la répression du mouvement ouvrier sous l'autorité du ministre « socialiste » Gustav Noske : le 4 mars 1919, celui-ci donne ordre aux corps francs de marcher sur Berlin pour mettre à bas les conseils ouvriers. Plusieurs centaines de révolutionnaires sont alors exécutés sans jugement. Le parti communiste allemand (KPD) fondé en décembre 1918, sort profondément affaibli de cette épreuve. Mais il parvient à se reconstruire et, l'année suivante, il compte environ 450 000 adhérents.

La crise économique et l'occupation de la Ruhr par les troupes françaises ouvrent à nouveau, en 1923, une situation révolutionnaire. Les conditions de vie sont de fait dramatiques pour la majorité écrasante de la population allemande : gigantesque inflation, misère généralisée, paupérisation absolue des travailleurs, ruine de la petite bourgeoisie. Le mouvement des conseils d'usines se développe à un rythme extrêmement rapide pendant l'année 1923. Mais la direction du KPD, qui a préparé avec soin l'insurrection ouvrière (incluant la mise sur pied de « centurions prolétaires », groupes ouvriers d'autodéfense), se met à la remorque des sociaux-démocrates de gauche qui se refusent à appeler à la grève générale. L'insurrection, pourtant très bien préparée, est annulée, sauf à Hambourg où, totalement isolée, elle est réprimée dans le sang. C'est une retraite sans combat, une occasion révo-

lutionnaire manquée. Indéniablement, ces deux défaites, en 1919 puis 1923, affectent profondément la confiance du prolétariat dans ses propres forces.



Crise économique et montée du nazisme

La crise économique du système capitaliste à partir de 1929 commence très vite en Allemagne, avec le rapatriement massif des capitaux américains. Son ampleur et sa violence rappellent celle de 1923. La production s'effondre, le chômage atteint des chiffres étourdissants : 3 millions fin 1929, 4,4 millions fin 1930, 6 millions fin 1932. Dans un tel contexte, les rapports de force se tendent à l'extrême. Le parti communiste accroît considérablement son potentiel électoral : d'une élection à l'autre, entre 1928 et 1930, il passe de 3,3 millions à 4,6 millions de voix. Mais les nazis progressent de façon beaucoup plus vertigineuse : de 800 000 voix en 1928 à 6 400 000 en 1930. À cette date, le NSDAP compte environ 150 000 membres, parmi lesquels les classes moyennes et les paysans sont sur-représentés. Rempart de l'ordre et de la propriété, le NSDAP attire aussi en nombre des membres de professions libérales, des patrons et des hauts fonctionnaires. De grands capitalistes le soutiennent financièrement : c'est en particulier le cas des magnats de l'industrie sidérurgique Fritz Thyssen et Friedrich Flick, des banquiers Von Stauss et Schröder, du président de la Reichsbank Hjalmar Schacht, ainsi que de nombreux patrons d'entreprises petites et moyennes, tous sensibles à la violence anti-marxiste des nazis. Le noyau de l'électorat nazi réside cependant dans les classes moyennes, artisans, commerçants, paysans, représentants du petit capital (rentiers, pensionnés), toutes catégo-

ries sociales qui ont été les principales victimes de l'hyper-inflation des années 1920. Face à cette montée du nazisme, les organisations de la classe ouvrière doivent réagir avec les plus extrêmes vigilance et combativité.



Trotsky s'emploie alors à démontrer que la victoire de la classe ouvrière sur le nazisme est possible, et qu'elle est vitale. Il rappelle d'abord la force que détient, par sa position dans les rapports de production, la classe ouvrière : « *Sur la balance de la statistique électorale, 1000 voix fascistes pèsent aussi lourd que 1000 voix communistes. Mais sur la balance de la lutte révolutionnaire, 1000 ouvriers d'une grande entreprise représentent une force cent fois plus grande que celle de 1000 fonctionnaires, employés de ministères, avec leurs femmes et leurs belles-mères.* » Les ouvriers sont seuls à pouvoir mettre en marche les moyens de production et de transport, à pouvoir produire et distribuer le fer, le charbon, le rail, l'électricité. Il est impératif de le rappeler dans un contexte pré-révolutionnaire où il n'y a que deux voies possibles : la situation peut devenir révolutionnaire ou contre-révolutionnaire.

« *Les situations politiques les plus difficiles sont, en un certain sens, les plus faciles, note Trotsky : elles n'admettent qu'une seule solution. Quand on désigne clairement une tâche par son nom, en principe on l'a déjà résolue : du front unique pour la défensive à la conquête du pouvoir sous le drapeau du communisme. En 1923, on refusa le combat ; devant le spectre du fascisme, le parti refusa le combat. Quand il n'y a pas de lutte, il ne peut y avoir de victoire. C'est précisément la force du fascisme et sa pression qui excluent aujourd'hui toute possibilité de refuser le combat. Il faut se battre.* »

Se battre avec ses propres forces

*Aveuglement et trahisons
de la social-démocratie*

Cela suppose que la classe ouvrière prenne la tête de ce combat, sans s'en remettre aux gouvernements bourgeois qui servent des intérêts contradictoires aux siens. En 1930, le chancelier Heinrich Brüning (dirigeant du parti catholique bourgeois, le *Zentrum*) applique une politique anti-ouvrière dure pour résoudre la crise par la déflation : lois d'exception, baisse drastique des salaires, réduction de l'allocation-chômage... Certes, Brüning tolère les organisations ouvrières, parce qu'il n'a pas les moyens politiques et militaires de les liquider — et parce que les dirigeants sociaux-démocrates soutiennent ce gouvernement bourgeois qu'ils considèrent comme un moindre mal. Mais Brüning tolère aussi les nazis, car il craint par dessus tout la force révolutionnaire du prolétariat.

Lors de l'élection présidentielle de mars 1932, le SPD va jusqu'à apporter son soutien au maréchal Paulus von Hindenburg, sous prétexte de contrer la candidature de Hitler.



Noble brandebourgeois, chef d'état-major à partir de 1916, soutenu par tous les partis de la droite allemande, Hindenburg est président de la République depuis 1925 et, à ce titre, applique une politique réactionnaire et violemment anti-ouvrière. On mesure ici les errements des dirigeants sociaux-démocrates : ils s'en remettent à Brüning et à Hindenburg, comme s'ils pouvaient être des remparts contre le fascisme,

au lieu de mobiliser toutes leurs forces, qui sont puissantes — des centaines de milliers de militants et des millions de sympathisants, une organisation rigoureuse, une presse bien structurée, des liens organiques avec des syndicats encore plus puissants... —, pour prendre la tête de la lutte contre la politique de la bourgeoisie. La responsabilité des chefs de la social-démocratie est considérable : depuis août 1914 et leur adhésion à l'union sacrée de toutes les classes au service de la guerre impérialiste, ils se refusent à en appeler au combat indépendant de la classe ouvrière, préférant servir au sein de gouvernements bourgeois ou, sans y participer, les soutenir. Or, comme le souligne Trotsky, « *la petite bourgeoisie peut se ranger du côté des ouvriers si elle voit en eux un nouveau maître. La social-démocratie apprend à l'ouvrier à se comporter comme un laquais. La petite bourgeoisie ne suivra pas un laquais. La politique du réformisme enlève au prolétariat toute possibilité de diriger les masses plébéiennes de la petite bourgeoisie et par là même transforme ces dernières en chair à canon du fascisme.* »

Zigzags du parti communiste

À la différence de la direction social-démocrate, les dirigeants communistes allemands rejettent tout soutien à Brüning. Mais c'est pour mieux, ponctuellement, s'inféoder à Hitler ! La direction du KPD n'a aucune conscience du danger mortel que représente le nazisme pour la classe ouvrière. Elle est persuadée qu'il périra de lui-même ; selon elle, « *le succès électoral d'Hitler contient avec une certitude absolue le germe de sa future défaite* »⁵. L'Internationale Communiste va jusqu'à affirmer que le passage par le nazisme peut être bénéfique : « *L'institution de la dictature fasciste ouverte, qui détruit les illusions démocratiques des masses et les libère de l'influence social-démocrate, accélère la marche de l'Allemagne vers la révolution* ».

⁵ Cité par Pierre Ayçoberry, *La question nazie. Essai sur les interprétations du national-socialisme*, Paris, Seuil, 1979, p. 79.

prolétarienne. »⁶ En juin 1931, le parti communiste se joint ainsi au NSDAP, dans des manifestations, pour soutenir un référendum proposé par le parti nazi⁷. Depuis 1928, appliquant avec docilité les consignes venues de Moscou, la direction du KPD, avec à sa tête Ernst Thälmann, l'homme de Staline, caractérise la social-démocratie de « social-fascisme » — Staline parle de la social-démocratie comme de « *l'aile modérée du fascisme* ». Selon la tactique dite de « classe contre classe », seul le parti communiste représente vraiment la classe ouvrière et il n'y a donc aucune distinction à faire entre le parti social-démocrate qui a la confiance de millions d'ouvriers et le parti nazi reposant sur la petite bourgeoisie et promu par le grand capital. Cette ligne ultra-gauchiste constitue l'une des variantes des différents virages et zigzags de l'Internationale communiste stalinisée. Elle ne fait que succéder à l'opportunisme des années 1923-1928, période durant laquelle les ententes avec la social-démocratie étaient considérées comme des préalables indispensables à toute action, auxquelles les directions communistes n'hésitaient pas à sacrifier l'indépendance de leurs partis et de leur programme comme leur liberté de critique. Ces zigzags correspondent, selon le mot de Trotsky, à un « *centrisme bureaucratique* » qu'il convient de combattre avec la plus grande fermeté, comme le fait l'Opposition de gauche en URSS et au niveau international. Cette caractérisation détermine la politique à suivre pour les authentiques communistes révolutionnaires internationalistes : défense de l'URSS et des acquis de la révolution d'Octobre, mais critique ouverte de la bureaucratie et opposition implacable à la clique stalinienne. Celle-ci juge d'ailleurs le moment opportun pour lancer une campagne internationale contre le « trotskysme » : sabotage des réunions de l'Opposition de gauche, persécution généralisée, utilisation de la violence... « *Telle est la situation humiliante,*

indigne et en même temps profondément tragique de l'Internationale communiste. » Et ce d'autant plus que la véritable tactique « classe contre classe » réside dans le front unique ouvrier, que la IIIe Internationale stalinienne refuse de mettre en œuvre.

Les armes d'un combat résolu contre le fascisme

Le front unique ouvrier

Face à la montée du fascisme, au lieu de faire de la social-démocratie un ennemi juré, les militants communistes doivent s'adresser à elle pour un combat commun, sous la forme du *front unique ouvrier*. Cette politique, définie sur un plan général par le IIIe Congrès de l'Internationale communiste en 1921, a en l'occurrence pour but d'unir les forces du prolétariat contre le danger fasciste, de stimuler la combativité de ceux qui hésitent devant la lutte, de critiquer et dénoncer les dirigeants qui refusent et capitulent.

Une telle tactique permet de s'adresser tout à la fois aux masses pour les mobiliser et aux dirigeants reconnus par les masses pour les contraindre à prendre publiquement position. Elle tient compte à chaque moment de l'état d'esprit des travailleurs. L'union de toutes les forces du prolétariat et l'expérience de la lutte accroissent ainsi considérablement la prise de conscience révolutionnaire de la classe ouvrière.

*Pour une action militante
coordonnée : les comités d'usine, le
contrôle ouvrier, les soviets*

Le front unique ouvrier est la forme qui permet le mieux de prendre des décisions d'actions communes pour résister concrètement aux milices fascistes. La protection des usines nécessite la mise sur pied de comités d'usines : « *Chaque usine doit se transformer en forteresse antifasciste avec son commandant et ses équipes de combat. Il faut se procurer les plans des casernes et des autres foyers fascistes dans chaque*

ville, dans chaque district. » Pour faire face aux assauts des fascistes, mais aussi se préparer à l'affrontement avec l'appareil d'État, les travailleurs doivent organiser une mobilisation de masse, riposte qui soit à la hauteur de la menace : à cet égard, la grève générale est une arme. Elle permet la structuration d'ensemble de la lutte et la prise de contrôle des usines par les ouvriers, au moyen de conseils ouvriers (ou soviets) fédérés, chargés de la coordination démocratique de l'ensemble. Les soviets, organes supérieurs du front unique, sont ainsi amenés à jouer un rôle politique et économique dirigeant. Ils deviennent par là même, selon la formule de Trotsky, « *la plus haute expression organisationnelle de l'unité du prolétariat* ».

Pour l'indispensable construction du parti communiste révolutionnaire

Dans cette période décisive, il faut plus que jamais accélérer la construction du parti communiste. Tout en proposant aux autres organisations ouvrières des mots d'ordre clairs de front unique défensif, du sommet à la base, le parti communiste doit maintenir sa ligne politique indépendante, sa presse, son drapeau. Cela implique de critiquer impitoyablement les dirigeants sociaux-démocrates et de mettre en avant le renversement du capitalisme comme seule solution aux misères des masses. Il faut enfin que le parti se réunisse, étant donné les circonstances exceptionnelles, en congrès extraordinaire pour assurer son plein fonctionnement démocratique.

Or cette nécessaire organisation politique est ignorée et méprisée par la direction du parti communiste, obsédée par l'idée que l'ennemi principal reste la social-démocratie, embourbée dans une tactique de « front unique rouge » sous seule direction communiste, c'est-à-dire excluant de fait les travailleurs non inscrits dans son orbite, notamment sociaux-démocrates, qui restent pourtant plus nombreux que les communistes. Ce « front unique rouge » se révèle donc la négation du front unique ouvrier, dans la mesure

⁶ Présidium du Comité exécutif de l'I.C., 1^{er} avril 1933, cité *ibidem*, p. 81.

⁷ Il s'agit de réclamer par plébiscite la dissolution du Landtag de Prusse.

où il n'est en fait qu'un front du parti avec lui-même... La direction du KPD empêche ainsi de véritables actions de masse capables de combattre efficacement le fascisme. Elle se révèle passive et impuissante au moment de l'arrivée légale de Hitler au pouvoir, nommé chancelier par le président de la République Hindenburg le 30 janvier 1933.



La « mise au pas (*Gleichanstellung*) » du peuple allemand commence immédiatement. Lors des élections au Reichstag de mars 1933, la campagne électorale nazie est financée par une souscription de 3 millions de marks, obtenus des milieux industriels (parmi lesquels les patrons les plus puissants d'Allemagne, Krupp, Schnitzler, Vöglér...). La campagne se déroule dans un climat de terreur. Bien que le

parti nazi n'obtienne pas la majorité absolue (44 % des voix), il fait immédiatement voter au Reichstag les pleins pouvoirs à Hitler. En quelques mois, les organisations ouvrières allemandes sont liquidées : le KPD est interdit dès mars 1933, et le SPD en juin. La loi du 14 juillet 1933 interdit leur reconstitution. Les syndicats de classe disparaissent également et le corporatisme est imposé de force par l'affiliation obligatoire à un « Front du Travail » qui regroupe patrons et salariés. Presses et associations ouvrières disparaissent purement et simplement, atomisant toute possibilité de résistance. Des milliers de militants sont arrêtés par la Gestapo, jetés en prison ou déportés dans des camps de concentration. Les libertés individuelles sont suspendues, la terreur est érigée en système étatique ; le totalitarisme est consacré par une loi de décembre 1933 qui proclame le NSDAP « dépositaire de la nation allemande et de l'État » ; les persécutions contre les démocrates, les Juifs, les Tsiganes, les handicapés, les homosexuels, etc., se multiplient, avant d'être organisées de manière systématique jusqu'à l'exécution de véritables plans d'extermination.

Cette victoire totale du nazisme sur la classe ouvrière et toute la société allemandes a donc été facilitée, voire permise, par l'incapacité des

directions du mouvement ouvrier à y faire face. Alors qu'il fallait combattre la montée du fascisme par l'unité du front prolétarien, d'une part, et les armes spécifiques de la lutte de classe ouvrière, d'autre part, les dirigeants sociaux-démocrates et staliniens du mouvement ouvrier ont fait tout le contraire. Sous prétexte de combattre le fascisme, les sociaux-démocrates ont soutenu jusqu'au bout les partis et les gouvernements officiellement « démocratiques », lesquels s'en sont remis à Hitler dès qu'ils ont estimé devoir le faire. Sous prétexte de combattre le « social-fascisme », les dirigeants staliniens ont empêché l'unité de la classe ouvrière allemande, qui était seule capable, par sa position sociale, ses organisations puissantes et sa conscience de classe, de vaincre le fascisme. Face à cette effroyable faillite, et après avoir constaté l'absence de toute auto-critique du KPD et de l'Internationale communiste, Trotsky et l'Opposition de gauche internationale, qui s'étaient battus jusque-là pour le redressement de la IIIe Internationale gangrenée par le centrisme bureaucratique stalinien), en tirèrent les conséquences : ils s'engagèrent dans le combat pour la construction de la IVe Internationale.

Sommaire

I. Révolutions en Allemagne (1918-1923)

— L'Allemagne et la social-démocratie au début du siècle (p. 2) — 1914 : trahison du SPD, résistance de K. Liebknecht (p. 2) — 1917-1918 : le prolétariat relève la tête, le SPD entre dans le gouvernement bourgeois (p. 2) — Novembre 1918 : révolution et trahisons du SPD (p. 3) — Début 1919 : création tardive du parti communiste, participation du SPD à la répression dans le sang de la révolution (p. 3) — L'écrasement du putsch Kapp par la mobilisation ouvrière (p. 4) — Le « gauchisme » (p. 4) — L'action de mars 1921 (p. 4) — Gouvernement ouvrier et mots d'ordre de transition (p. 5) — L'occupation de la Ruhr et la crise économique (p. 5) — Grèves massives et nouvelles trahisons de la social-démocratie (p. 6) — La préparation de l'insurrection (p. 6) — La révolution trahie par la social-démocratie (p. 6) — Analyse d'un échec (p. 6)

II. Comment vaincre le fascisme ? Analyse et propositions de Léon Trotsky pour l'Allemagne au début des années 1930

— Qu'est-ce que le fascisme (p. 8) — Crise économique et montée du nazisme (p. 10) — Se battre avec ses propres forces (p. 10) — Les armes d'un combat résolu contre le fascisme (p. 12)

Cette brochure est une reprise d'articles de **Laura Fonteyn** (rédigés respectivement en 2003 et 2007), supplément à *Au CLAIR de la lutte* n° 8. — N° ISSN : 2101-6135. — Responsable de la publication : Ludovic Wolfgang.

Site : <http://www.tendanceclaire.org>

Tél. : 06 64 91 49 63